

<http://divergences.be/spip.php?article2194>



Mohamed (groupe P. Besnard, FA)

# Révolution en Tunisie

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2011 - N° 24. Février 2011 - Français - INTERNATIONAL -

Date de mise en ligne : dimanche 30 janvier 2011

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Au début des années 1960, Jean Duvignaud, professeur de sociologie à la faculté de Tunis, emmena ses étudiants à Chebika, une oasis pauvre et archaïque du sud de la Tunisie, pour le but de réaliser une étude sociologique de terrain. Les jeunes hommes et femmes qui participèrent à cette recherche â€” issus de la moyenne et haute bourgeoisie tunisoise â€” découvrirent avec stupeur la réalité d'un pays qu'ils ne soupçonnaient même pas, un pays à mille lieux des promesses de développement que la toute jeune république tunisienne d'alors, encore ivre de sa toute fraîche indépendance, servait au peuple tunisien [1].

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L160xH220/aff\\_9589367110349-d90cd.jpg](http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L160xH220/aff_9589367110349-d90cd.jpg)

Cinquante ans plus tard, c'est avec la même surprise, teintée d'incrédulité, que les opinions publiques occidentales découvrent la face cachée du « miracle » tunisien, avec l'irruption du peuple de Sidi-Bouزيد.

Qu'un pays aussi calme, vanté pour sa stabilité, sa modernité et sa prospérité, fasse irruption de manière aussi inattendue sur la scène de l'histoire, et s'invite dans le mouvement des insurrections, diantre, voilà de quoi réviser les certitudes, selon lesquelles les peuples de la périphérie n'ont d'autre choix que la chicotte autoritaire ou la fêrule religieuse. D'un tel événement, on ne peut dire qu'il surgit de nulle part, comme si le peuple qui l'a mis au jour n'avait pas d'histoire, et aucune conscience de celle-ci.

Des insurrections, l'histoire tunisienne en a connu, et certaines des plus célèbres, comme celle de 1864 [2], sont nées précisément dans cette même région du centre ouest, déshérité et frondeur, qui a déclenché la révolution de décembre 2010. Plus tard, au premier temps du protectorat français, instauré en 1881, d'autres soulèvements populaires ont marqué la mémoire du peuple tunisien, et la naissance du mouvement indépendantiste. Des grèves, des affrontements parfois durement réprimés, des assassinats, dont celui du leader syndicaliste Ferhat Hached [3] en 1952, ont scandé la marche vers l'indépendance, acquise en 1956. Le long règne de Habib Bourguiba ne s'est pas passé sans heurt ni frictions : 1969, émeutes dans tous le pays contre la collectivisation des terres (la Tunisie vit alors une expérience « socialiste » sous la conduite du premier ministre Ben Salah) ; 1972, manifestations d'étudiants durement réprimées (et coup de pouce donné aux islamistes par le gouvernement pour contrer les gauchistes) ; 1978, le jeudi noir du 26 janvier, 200 morts lors de la répression contre les manifestations, à l'appel de l'Union Générale Tunisienne du Travail (un certain Ben Ali était à la direction de la sécurité) ; 1984, émeutes dites du pain, encore une fois durement réprimées. Mais s'il faut chercher une source au mouvement qui a pris naissance le 17 décembre dernier, c'est la révolte du bassin minier de Gafsa de 2008.

Cette région du sud-ouest, à l'orée du désert, près de la frontière algérienne, a été le théâtre durant l'année 2008 d'une série d'émeutes et de mouvements de protestation préfigurant ce qui vient de se produire en décembre 2010 et janvier 2011 [4]. Dans cette région, le principal employeur est la Compagnie Générale du Phosphate. Ses salariés sont bien payés, eu égard au standard tunisien : 1000 dinars (500 €), soit près de 5 fois le salaire minimum.

Cette activité a subi des plans de libéralisation et de restructuration qui ont divisé par 3 les effectifs en 20 ans, sans qu'aucun projet de réindustrialisation ou de reconversion ne vienne suppléer à cette situation. Alors que les cours mondiaux du phosphate s'envolaient (+125% entre 2007 et 2008 !), le taux de chômage officiel, dans la région, atteignait près de 30 % ! Ce sont les jeunes chômeurs diplômés, regroupés au sein d'une Union des Diplômés Chômeurs, non reconnue, qui ont lancé le mouvement de protestation, rejoint par les lycéens, les travailleurs précaires, les familles d'ouvriers accidentés du travail. Sit-in, manifestations, blocages des routes et des chemins de fer (par où transite le phosphate extrait des mines), affrontements avec la police : toutes les modalités d'action furent mises en oeuvres dans cette lutte, de manière spontanée, sans cadres politiques et avec très peu de soutien syndical. La maigre opposition politique reconnue alors par Ben Ali est loin du terrain et préoccupée par l'élection présidentielle de 2009, à laquelle, toute honte bue, elle a décidé de prendre part : on connaît les résultats de cette mascarade [5]. Le soutien syndical est resté strictement local, pratiquement sans aucune implication de l'échelon régional, sinon contre lui, et encore moins national. L'isolement, l'absence de soutien extérieur [6], l'inexpérience des

protestataires et surtout le déploiement de tout l'appareil répressif ont eu raison de ce mouvement. Mais des « germes ont été semés dans le désert » [7].

Lorsque le général Ben Ali prend le pouvoir, le 7 novembre 1987, à la faveur de ce qu'on a appelé un coup d'État médical, le régime issu de l'indépendance est à bout de souffle. Le président Bourguiba qui a fait modifier la constitution en 1975 afin d'être président à vie, est quasiment sénile. Le mouvement islamiste pose des bombes et menace de prendre le pouvoir. La situation est extrêmement tendue ; aussi, l'annonce de la déposition du « combattant suprême » est accueillie avec soulagement par un grand nombre de Tunisiens. D'autant plus que le nouveau président s'engage à réformer l'État, à démocratiser la société, et à préserver les principaux acquis du bourguibisme que sont le droit des femmes et l'accès à l'éducation pour tous. Mais faut-il croire en la parole d'un flic ?

Très vite, le nouveau maître de Carthage va cadénasser la Tunisie. Après avoir durement réprimer le mouvement islamiste, emprisonnant 30 000 de ses membres avec l'aval de tous les partis, il va peu à peu retourner son appareil répressif contre ces mêmes partis, les faisant disparaître, contraignant les leaders de l'opposition à l'exil. Peu à peu, une chape de plomb va tomber sur la Tunisie. Dans le même temps, il obtient l'appui des puissances occidentales en leur servant le discours frelaté du rempart contre l'islamisme, de défenseur du droit des femmes et de modernisateur de la Tunisie.

L'ouverture des frontières avec la suppression progressive des droits de douane, l'adoption des plans d'ajustement du FMI, et l'application du modèle économique capitaliste dans sa version néolibérale, ainsi que son alignement sans réserve sur la politique extérieure des USA et de la France au lendemain de la chute du mur de Berlin, font de lui l'un des meilleurs élèves du système. Alors qu'il n'a aucune étoffe, aucune légitimité historique, contrairement à son prédécesseur, il impose son style, ou plutôt son absence de style, en s'appuyant sur les deux principaux piliers de son système : la police et le Rassemblement Constitutionnel Démocratique, qu'il a construit à partir du vieux parti socialiste destourien, héritier du Neo Destour de Bourguiba.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/IMG/gif/Tunisie.gif>

La conjoncture internationale lui est propice : l'économie tunisienne décolle, avec des taux de croissance annuelle de 5 % entre 1995 et 2002. La faible croissance démographique (1,3 % par an), l'installation de nombreuses industries étrangères attirées par une main-d'œuvre à bon marché, réputée travailleuse et docile, le développement du tourisme, tout concourt à ce qu'on appelle alors la naissance du dragon africain. Le revenu par tête d'habitant devient le premier d'Afrique du Nord. La politique du crédit facile permet à la classe moyenne de se donner l'impression d'accéder à la prospérité : ce sont les années du « consomme et tais toi ». Ben Ali s'achète ainsi facilement l'accord de la majorité de la population, séduite par ce nouveau modèle économique qui lui apporte les joies du consumérisme. Cela vaut bien qu'on ferme les yeux sur les dérives autoritaires.

Le voisin, le géant algérien depuis toujours craint par les Tunisiens, est plongé dans une guerre civile atroce dont Ben Ali profite indirectement : « c'est moi ou le chaos ». Le RCD étend alors son emprise sur la société : pas un village, pas une administration ou une entreprise qui ne possède sa cellule. Le RCD voit tout, sait tout et presque tout passe par lui. Une démarche administrative ? Un emploi dans la fonction publique ? Un logement ? Le RCD est là. Il finira par revendiquer près de 2 millions d'adhérents (soit 20% de la population !). La plupart adhèrent par opportunisme plus que par idéologie. L'autre pilier du régime, la police, va prendre un essor considérable. Selon les sources, on compte entre 100 000 et 180 000 flics dans la Tunisie de Ben Ali : ceux en tenue, mais aussi les polices parallèles, les indicateurs, les milices. Autant de flics qu'en France, pour une population 2 fois moindre.

Ce qui est nouveau dans ce régime, c'est la main mise sur l'économie du pays par une clique maffieuse, qui se constitue autour des familles de Ben Ali et de sa femme, Leila Trabelsi [8]. Depuis la chute du dictateur, les médias

« jusques là aveugles » ont fait leurs choux gras des comportements de ces voleurs et de leurs prédations. Tout ce qui pouvait être source de profit était accaparé par la famille, au besoin par la violence et les menaces, et pratiquement au vu et au su de tous. Des industriels, des banquiers, des hommes d'affaires, tunisiens et étrangers étaient soumis au racket de cette bande. À tel point que des investisseurs potentiels ont préféré mettre un terme à leur projet plutôt que de composer avec les clans. Ces attitudes ne sont pas spécifiques à la Tunisie, mais elles y ont atteint un tel degré que cela a alerté l'ambassade des Etats-Unis qui y voyait une menace pour la stabilité économique et politique du pays [9]. Alors que sous Bourguiba la corruption était quasiment inexistante, elle est devenue systématique et à tous les échelons de la société. Même le Tunisien lambda se voyait harcelé par les flics qui lui extirpaient 20 dinars pour une infraction imaginaire au code de la route.

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L246xH400/la\\_regente-8861f.jpg](http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L246xH400/la_regente-8861f.jpg)

Ce qui frappait le voyageur débarquant en Tunisie « à condition qu'il sorte des réserves à touristes du bord de mer », c'était l'omniprésence du portrait du dictateur dans la rue, dans les boutiques, partout. De même les avenues du 7 novembre, places du 7 novembre, cafés du 7 novembre, avec leur monument, sommet du kitch à la gloire du 7 novembre, 7 chiffre fétichisé jusqu'à paraître idolâtre dans un pays musulman, 7 novembre date du début de « l'ère du changement » selon la logomachie officielle.

Depuis la fin des années 1990, la peur devient plus palpable avec la méfiance qui s'instille sournoisement et pourrit les relations. La présence policière permanente, pesante, que l'on ressent dès l'arrivée à l'aéroport, avec ces flics arrogants, méprisants, sûrs de leur impunité. Les discussions chuchotées, le silence devant l'étranger, la peur du mouchard au café ou dans le taxi : voilà quel a été le quotidien des Tunisiens pendant toutes ses années. Ajouté à cela, le sentiment d'être pris pour des demeurés, des idiots auxquels quotidiennement et inlassablement était répété à la télé, à la radio et dans les journaux, que le président avait « pris en charge le destin de la nation et que sous sa conduite clairvoyante la société, forte de ses acquis en matière de démocratie et de droits humains, dus à la sûreté des choix présidentiels, allait relever tous les défis posés à la nation sur la voie du changement » : véridique !

Pour ceux qui n'avaient pas connu les démocraties populaires de l'autre côté du rideau de fer et pour ceux qu'un voyage en Corée du Nord effrayait (à juste titre), la Tunisie de Ben Ali offrait tout ce qu'un *Big Brother* était à même de fournir : le décalage total, radical, entre le discours et la réalité, à des sommets qu'Orwell lui-même aurait eu du mal à imaginer.

Pour la galerie, il y avait quelques partis d'opposition tolérés, certains ayant même des strapontins à l'Assemblée nationale. Lors des élections présidentielles, des opposants, choisis par le parti présidentiel, se présentaient, en s'excusant et en appelant le peuple à voter pour leur supposé adversaire. À l'issue de ces mascarades, le président Ben Ali se trouvait crédité de 95% des voix... Et il recevait les félicitations de ceux, nombreux, qui, en France et ailleurs, voulaient faire croire à la démocratie en Tunisie. Par souci d'humanité, nous ne citeront aucun nom, les mêmes qui aujourd'hui apportent leur soutien « désintéressé et sincère aux légitimes aspirations du peuple tunisien » [10]. Mais dans cette société, maintenue sous l'étouffoir, quelques-uns et quelques-unes ont résisté avec courage. Des avocats, des militants et militantes des droit de l'homme, des politiques, des écrivains, des internautes ; certains l'ont payé cher, certains y ont laissé leur vie, je pense à Zouhair Yahyaoui, entre autres...

Celui qu'on croyait absent, écrasé, marginalisé est réapparu, presque par surprise, par une sorte de pied de nez que l'histoire. Et il y a eu Mohamed Bouazizi, marchand ambulant de Sidi-Bouazid, dont le geste de désespoir a soulevé tout un peuple : ce qui n'avait pu se faire en 2008 à Gafsa a tout à coup été possible, la jonction entre les différents acteurs de la société s'est réalisée : jeunes des villes et des campagnes, chômeurs et ouvriers, avocats et marginaux. Et très tôt, ce que nos pitoyables journaux français ont appelé une émeute, comme s'il s'agissait d'un fait-divers de banlieue, s'est transformé en une gigantesque tornade qui a balayé un dictateur et qui s'en prend maintenant à la dictature. Aujourd'hui, un peuple a retrouvé sa dignité. Le peuple d'un petit pays de la périphérie, assigné au rôle de destination du tourisme de masse et de réserve de main-d'oeuvre à bon marché, a su renverser le cours de l'histoire et a soulevé une gigantesque vague d'espoir dans le monde entier. Un peuple désarmé, seul,

sans aide extérieure est en train de filer la trouille à tous les tyrans, de démentir tous ceux qui pensent que seule la dictature convient aux métèques « arabo-musulmans » qui seraient par essence incompatibles avec l'idée même de démocratie [11]. Un peuple aux prises avec son histoire, qui a encore bien d'autres obstacles à surmonter. Toutefois, par sa volonté de résister, il a forcé le destin, il a dissipé les ténèbres et il a brisé ses chaînes.

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH300/15\\_janvier\\_Nelly\\_Trumel\\_5992-2-36f32.jpg](http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH300/15_janvier_Nelly_Trumel_5992-2-36f32.jpg)

---

[1] *Chebika*, Jean Duvignaud, Plon, coll. Terre Humaine, 1968. Un très beau film a été tiré de ce livre : *Les remparts d'argile* de Jean-Louis Bertucelli (1970).

[2] *L'Insurrection de 1864 en Tunisie*, B. Slama, MTE, Tunis, 1967.

[3] Ferhat Hached a fondé l'Union Générale Tunisienne du Travail en 1947, qui a été l'un des principaux artisans de l'indépendance. Les rapports de ce syndicat avec le pouvoir ont toujours été conflictuels et même Ben Ali n'a pas réussi à le mettre totalement à sa botte.

[4] Pour de plus amples informations : L'Année du Maghreb, vol V, 2009 : « La Tunisie entre la révolte du bassin minier de Gafsa et l'échéance électorale de 2009 », L. Chouikha et E. Gobe (article disponible en ligne).

[5] Lors de cette élection, Ben Ali n'obtient que 89,62 % des suffrages...

[6] À l'exception de la ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), du parti communiste ouvrier tunisien (PCOT, interdit à l'époque) et de quelques personnalités...

[7] Moncef Marzouki, opposant de la première heure à Ben Ali, ancien dirigeant de la LTDH, président du Conseil pour la république (CPR, interdit sous Ben Ali).

[8] *La Régente de Carthage. Main basse sur la Tunisie*, Nicolas Beau et Catherine Graciet, La Découverte, 2009.

[9] Les câbles américains sur la Tunisie sont consultables en français sur internet : « tunileaks ». Les autorités françaises n'ont rien vu venir...

[10] Pour immortaliser cette amitié franco-tunisienne du temps de BA, un mur de la honte (wall of shame) se constitue sur Facebook.

[11] Michel Onfray, préface à *L'Impasse islamique*, Hamid Zanaz, Éditions libertaires, 2010.